

Le rejet final de la proposition indienne sur le rapatriement des prisonniers de Corée par le Ministre de Pékin Chou en Lai met un terme aux interminables pourparlers d'armistice. Après les vaines négociations du palais rose, les quelque 280 séances de discussion infructueuse du traité de paix autrichien et le silence du Kremlin sur la note alliée concernant les élections libres en Allemagne, on ne peut que reprendre le leit-motiv de ces chroniques depuis tant d'années : « Il n'y aura jamais d'accord entre Moscou et l'Occident ».

La réaction internationale au refus de Pékin.

Cependant de toutes les fins de non recevoir opposées par les communistes, celle-ci a produit la plus fâcheuse impression sur toutes les Nations libres, même celles qui, comme l'Inde et l'Indonésie, maintenaient jusqu'ici la balance égale entre les deux camps. Le Pandit Nehru en particulier n'a pas caché sa déconvenue. Son projet de compromis avait été laborieusement préparé et il avait laissé entendre lui-même que Pékin avait prêté à ses suggestions une oreille favorable. On y croyait si bien que la délégation américaine à l'O.N.U. n'avait accepté la proposition indienne qu'après hésitation craignant que la position des Etats-Unis ne soit compromise par un piège subtilement tendu.

Une fois de plus nous voyons la politique du Kremlin complètement insensible aux réactions de l'opinion mondiale. Personne ne peut plus douter que, pour Moscou, tout au moins, les pourparlers de Pan Mun Jon n'ont été qu'un moyen de prolonger la guerre à peu de frais. Il est possible que les Chinois, après avoir organisé cette mise en scène avec les Russes pour se donner le temps de réorganiser leurs forces, aient eu à la longue le désir de sortir d'affaire, ce qui expliquerait le refus immédiat de M. Vichinsky d'accepter et même de discuter la proposition indienne, tandis que Pékin n'est prononcé qu'au bout de plusieurs semaines. Les Chinois se rendent bien compte que l'aide militaire russe leur est indispensable pour résister à une action américaine et qu'ils sont engagés dans une lutte qui les met à la merci de leurs maîtres soviétiques.

Un des objectifs du président Eisenhower, peut-être l'essentiel, sera de trouver le moyen d'enfoncer un coin dans l'alliance de Pékin et de Moscou. Reste à savoir si les Chinois veulent se dégager et surtout s'ils le peuvent. Si habile que soit un diplomate occidental, il ne saura aisément se pénétrer de la mentalité des asiatiques pour les forcer à une décision. Le général Mac Arthur plus familier que

quiconque avec l'Extrême-Orient a-t-il vraiment la clef d'une solution? Son entrevue avec Eisenhower a eu lieu; elle semble avoir été sérieuse. Nous ne savons rien, bien entendu des déterminations qui pourraient en sortir avant que le président élu n'entre lui-même en action.

Nouvelle phase.

A certains indices néanmoins on conjecture que les relations entre l'Orient et l'Occident vont entrer dans une nouvelle phase; la fin des pourparlers d'armistice à clos celle où l'on se posait seulement la question: que va faire Staline? On se demande désormais: que va faire Eisenhower? l'initiative changera de camp dans la guerre froide comme en 1942 dans l'autre.

L'Etat-Major diplomatique.

Parmi les mesures d'organisation de la nouvelle administration américaine, l'une des plus significatives est la réforme de l'état-major civil qui a pour fonction d'établir les plans de la politique extérieure. On se rappelle que Truman au lendemain de la guerre de Corée, avait, pour mieux coordonner une diplomatie jusque là dispersée et flottante et souvent contradictoire, institué le N.S.C. (National Security Council) qui fut le « brain trust » du département d'Etat. La politique d'Acheson a tiré bénéfice de cette organisation, mais Eisenhower trouve son action encore trop lente et trop bureaucratique. Il se propose d'instituer à la place un « National policy planning staff » composé de ses conseillers immédiats et de diplomates et spécialistes dont la compétence est consacrée comme l'ambassadeur Kennan récusé par Staline. La politique des Etats-Unis pourra ainsi se mouvoir et décider avec une rapidité qu'exige l'état d'hostilité latente avec ses adversaires, seul moyen pour ressaisir l'initiative qu'Acheson n'avait pas réussi à conquérir. On voit d'ailleurs déjà se dessiner les grandes lignes d'une nouvelle politique, non pour briser avec l'ancienne, mais au contraire pour la réaliser mieux.

Les projets américains.

Plus que jamais les Etats-Unis insisteront pour que se fasse l'unité européenne; on ne revisera pas les accords de Bonn et de Paris, comme les Français et les Allemands le souhaitent. Ce serait perdre du temps et sans doute pour ne pas faire mieux.

Les soubresauts de l'opinion des partis à la Chambre française et l'imbroglie de la crise constitutionnelle à Bonn ont montré qu'à reprendre des pourparlers déjà si difficilement conclus, on risquerait de n'en jamais finir et de plus d'irriter les antagonismes. On s'enten-

dra par nécessité en agissant, quitte à modifier ce qui se révélera inviable. En contre-partie on voit déjà que les Etats-Unis sont disposés à donner à la France, non seulement les apaisements et les garanties qu'elle souhaite, mais un appui permanent et non plus intermittent pour l'aider dans des difficultés dont on reconnaît l'ampleur et le caractère collectif.

Les résolutions du N.A.T.O et de l'O.N.U.

La déclaration des ministres réunis au NATO au sujet de l'Indochine montre qu'on s'engage dans la voie d'une solidarité atlantique pour soulager la France dans sa tâche en Asie.

L'attitude particulièrement conciliante de la délégation américaine dans les débats de l'O.N.U. sur la Tunisie et le Maroc, attitude qui contraste avec les dispositions antérieures, prouve qu'on est disposé à Washington à sacrifier les préjugés anti-colonialistes et la complaisance aux visées nationalistes arabes au maintien de l'ordre en Afrique du Nord et que l'autorité française ne sera plus sapée par des manœuvres sans lesquelles le Néo-Destour et l'Istiqlal n'auraient jamais osé passer à l'action directe. Il est probable même que la politique américaine à l'égard du Moyen et du Proche Orient sera plus nette et qu'une pression sérieuse sera exercée sur les apprentis dictateurs arabes pour les inviter à une collaboration raisonnable, en particulier dans la solution du problème persan des pétroles, dans le conflit arabo-palestinien, dans le désaccord anglo-egyptien sur Suez et le Soudan. Ce n'est que par des initiatives précises et des plans pratiques que les faux-fuyants de la diplomatie arabe pourront être bloqués, à condition bien entendu que l'Angleterre fasse la part du feu et que la France suive des voies larges et apaisantes.

A cet égard le voyage de Churchill aux Etats-Unis prévu pour février et sans doute des pourparlers directs avec le Ministre français qui sera en fonction au printemps (on souhaiterait paraître que ce soit M. Pleven) pourront aboutir à un plan d'ensemble pour assurer enfin, dans les domaines essentiels la coordination de l'alliance atlantique qui s'était laissé aller à une crise dont les prolongements pouvaient devenir dramatiques.